



BWENANDO

LE PREMIER JOURNAL DE KANAKY

100F N°2 — 18 JUILLET 1985

HEBDOMADAIRE



ET LES AUTRES?

tribune
LA TROMPERIE
COMME
DEVISE

dossier
TAHITI :
INTERVIEW
D'OSCAR TEMARU

enquête
LA FAUSSE
AFFAIRE DU
C.E.S. MARIOTTI

COURRIER DES LECTEURS

Sous la pression des événements politiques, on assiste depuis quelques mois à une recomposition du mouvement syndical. Dans la logique de leur stratégie politique, des militants du LKS ont ainsi créé une dissidence au sein de l'USTKE pour créer le STFP (Syndicat des Travailleurs de la Fonction Publique). Un camarade de l'USTKE, délégué au CHT Gaston BOURRET, nous fait part de ses réflexions.

... STFP : bizarre vous avez dit bizarre ? L'essentiel de leur propagande était axé sur leur "dissidence," disant qu'ils voulaient former un syndicat "apolitique" car l'USTKE était devenue trop politique, "à la remorque du FLNKS," donc très nuisible pour les travailleurs. Nous leur répondons qu'il ne faut pas "renier le jour ce que l'on a adoré la nuit". Depuis la création de l'USTKE qui s'est toujours clairement positionnée pour l'IKS, ils étaient dans les postes de responsabilités; alors pourquoi avoir attendu tant d'années ? Simplement parce que notre position n'a jamais varié et que nous avions toujours donné un contenu aux mots, et suivant l'évolution politique du Territoire, nous n'avons jamais fui notre engagement.

BWENANDO
Le premier journal de Kanaky
BP 1671 - NOUMEA
Directeur de la publication:
Léopold JOREDIE

BWENANDO
est tiré à 3.000 exemplaires
sur les presses d'I.C.P.

ABONNEMENTS

Abonnement de soutien :
10.000 F
Nelle Calédonie :
1 an : 5.000 F CFP
6 mois : 2.500 F CFP
FRANCE :
Avion, 1 an : 7.850 F CFP
VANUATU :
Avion, 1 an : 6.250 F CFP
AUSTRALIE - Nelle ZELANDE
Avion, 1 an : 6.450 F CFP
POLYNESIE FRANCAISE :
Avion, 1 an : 6.150 F CFP
WALLIS - FUTUNA :
Avion, 1 an : 5.450 F CFP
EUROPE :
Avion, 1 an : 8.850 F CFP
AMERIQUE :
Avion, 1 an : 8.150 F CFP
Pour tout autre pays ou
acheminement par voie de
surface, nous consulter.

Comme par hasard, cette dissidence est née lorsqu'il a fallu arrêter de jouer les "syndicalistes de salon". Subitement, il y a eu une envolée de moineaux. Quant au travail syndical, ne jouez pas les amnésiques : le nombre d'acquis de travailleurs depuis notre création serait trop long à citer. Même les travailleurs non syndiqués chez nous qui, à l'époque, nous traitaient de racistes et de tous les noms reconnaissent aujourd'hui que l'USTKE a fait du travail face au Patronnat. Le comble à l'heure actuelle, c'est qu'en face, les autres évoluent alors que les "dissidents" essaient de faire revivre un état d'esprit périmé. Le STFP se sent toujours obligé de citer l'USTKE dans ses articles (parus dans les Nouvelles, "journal facho) et d'expliquer tout leur mouvement par rapport à l'USTKE. Les blancs appellent ça le "complexe d'Oedipe".

Pour nous, le problème des "dissidents" est réglé. S'ils veulent créer un autre syndicat, c'est leur droit. Ils n'existent plus dans notre esprit. Mais à les entendre, on croirait qu'ils n'ont créé un syndicat que pour lutter contre nous. Camarades, il ne faut pas se tromper d'ennemis. Nos vieux disaient :

"Quand tu urines, ne te mets pas face au vent, tu prends des risques". Le syndicalisme, ce n'est pas simplement vomir sur les autres exploités, rêver de briguer des sièges, étaler un beau programme avant les élections. Il faut remplir son contrat vis à vis des adhérents qui attendent le changement promis. Pour cela, nous, nous vous souhaitons bon courage et nous ne manquerons pas de vous féliciter car vous vous apercevrez qu'il y a une grande marge entre les rêves en couleur et la réalité..

Quant à FO, nous tenons quand même à répondre à leur délégué qui, après les élections, s'est empressé de déclarer : "nous avons effacé le SFAONC de l'hôpital, nous allons travailler de façon à ce que l'année prochaine l'USTKE soit aussi rayée de l'Hôpital". Camarade, nous te demandons de nous laisser rire 5 mn car tu fais partie de ceux qui ne réalisent pas ou qui ne veulent pas admettre la montée du peuple kanak et la volonté des kanak de s'organiser face à un système qui s'est toujours servi d'eux pour leurs propres intérêts (les syndicats aussi). Aucun minable n'arrêtera le cours de l'histoire. Pour le reste il n'y a rien à dire car pour nous, FO, c'est l'extrême droite syndicale, le rassemblement hétéroclite des bons caldoches moyens qui ne seront jamais des LAFLEUR, mais qui se donnent des airs de grands bourgeois face aux kanak et aux travailleurs les plus humbles.

POUR RECHERCHER D'AUTRES ARMES?

La mer n'est-elle plus le royaume des romantiques et des poètes? Il y a quelques mois, nos voisins australiens avaient eu le mauvais goût d'arrêter un voilier et son équipage pour trafic d'armes à destination de la Nouvelle-Calédonie.

Les juges du Queensland les ont relâchés par la suite, "faute de preuves". Le temps d'un transit à Nouméa, Jean-Nicolas BONDALETOFF en a profité pour se constituer un nouvel équipage et remplir son carnet de commandes. Les "Nouvelles" ont salué l'évènement comme il se doit (Voir photo ci-contre).



UNE JUSTICE PLURIETHNIQUE

Chers parents, si vous voulez préserver vos enfants des démons de la haine et du racisme, éduquez-les dans le respect des règles civiques et des lois sociales qui conviennent si bien à une société multiraciale et pluriethniquement équilibrée : une justice pour les blancs, une justice pour les kanaks.

Les signataires de l'appel "Halte à la haine", et nous pensons plus particulièrement aux camarades BAILLY et POADOUY qui se sont bruyamment convertis au "pacifisme" et au "pluriethnisme", ont toutes les raisons de se réjouir de la rigueur sélective dont font preuve les autorités judiciaires pour faire appliquer "la force injuste de la loi".

Ils ne peuvent que constater qu'en effet, conformément à la règle qui prévaut dans un Etat de droit, la Justice s'exerce en Kanaky en toute équité et en toute impartialité.

D'un côté, on pourchasse et on emprisonne les

militants indépendantistes, de l'autre, on réintègre dans leurs foyers des loyalistes "expulsés" qui ont cultivé dans une tranquille "clandestinité" leur auréole de martyrs.

Il ne se passe plus de jour sans que des militants du FLNKS ne soient passés en jugement, le plus souvent après une instruction sommaire, et condamnés à des peines de prisons très lourdes. On constate d'ailleurs qu'après avoir laissé miroiter la perspective d'une amnistie progressive de tous les militants emprisonnés, infléchissement corroboré par une soudaine "modération" dans les peines prononcées par les juges, le pouvoir colonial est revenu à des calculs plus "musclés" et semble vouloir rattraper le temps perdu.

Ainsi, la plupart des instructions menées actuellement par les juges renifleurs du Parquet, ont trait à des affaires "en veilleuse" remontant aux événements de Novembre et Décembre 84, pour lesquels des militants FLNKS avaient été inculpés et laissés en état de liberté surveillée.

Cette fébrilité de l'appareil judiciaire coïncide avec une recrudescence des interventions sauvages des mobiles en tribu, dans le cadre du "droit de poursuite" et selon la conception des "représailles collectives" si chères aux émules du Major LECONTE. Nul besoin de sauver les apparences, puisque, comme ils le disent, "nous n'en avons rien à foutre de vos coutumes".

Koindé, Hienghène, Coula, Ponérihouen, Lifou, Pouébo... on pourrait égrener ainsi toute une chapelle de localités visitées aux premières lueurs de l'aube par des escadrons de la gendarmerie mobile.

En parallèle, il serait tout aussi édifiant d'examiner, dans la longue liste des affaires criminelles ayant impliqué des éléments de droite ou d'extrême-droite, celles qui ont eu un prolongement judiciaire et le traitement que leur ont réservé le Tribunal et l'Administration pénitentiaire. Manifestement, l'échelle des délits (et des peines) relève moins des critères établis par le Code de Procédure Pénale que des impératifs psychologiques de la "sécurité" en période de normalisation : il est plus nécessaire à la "stabilité politique" du Territoire de mettre la main sur des lanceurs de cailloux que sur des traquants d'armes.

Notre propos n'est pas de réclamer une justice égale pour tous ou de rappeler les magistrats à des règles de justice plus conformes à la morale démocratique ou à l'idéal constitutionnel qui stipule l'indépendance du pouvoir judiciaire du pouvoir politique. Ce serait le comble pour des militants indépendantistes. Il s'agit simplement de leur faire en passant un petit bras d'honneur. Pour leur signifier que, devant l'humanité et face à l'Histoire, nous n'avons de comptes à rendre qu'à nous-mêmes.



MOUVANCES... MOUVANCES... MOUVANCES...

COMITE DIRECTEUR DE L'UNION CALEDONIENNE (WAHO 29 JUIN)

Le temps est couvert, le vent est froid, mais il ne pleut pas. Au terme d'une route maintenant entièrement goudronnée, l'accueil est cordial. Le service de sécurité est parfait : rôdé, discret, efficace sur tout le parcours, il nous guide sur le parking. Nous en oubliions le camion de gardes mobiles planqués à flanc de colline, jumelles au point, au-dessus de la fausse Yaté.

LA CHALEUR FRATERNELLE

Waho a mis ses habits de fête pour accueillir les délégués du Comité Directeur de l'U.C. Cela n'a pas fait pousser l'herbe rétive du terrain de foot, mais le sourire est sur toutes les lèvres.

Près du marché, un espace a été aménagé pour le travail des congressistes. Derrière les cuisines où les hôtes s'affairent fébrilement depuis la veille, les rires furent mêlés de plaisanteries : joie de se retrouver, plaisir de reconnaître les visages avec lesquels on commence à savoir travailler efficacement.

Petit à petit, toutes les délégations sont presque toutes arrivées. Sous la tôle, derrière la table de tribune, tous les vieux de Yaté notamment les chefs de Touaourou et de Waho. La coutume d'accueil est présentée réciproquement. Le vieux Manuel est toujours là ! Quant à Joahné, il nous enserre dans les liens coutumiers jusqu'au soir pour le travail du jour.

Le discours d'ouverture est prononcé par Jean-Marie TJIBAOU. Il donne le ton.

LE PLAN FABIUS N'EST PAS LE NOTRE

"Nous nous devons de prendre le drapeau et de le mener à l'indépendance de Kanaky en tenant compte de nos moyens"... Nous avons dit à Hienghène que notre projet, c'est l'IKS et non l'indépendance-association. Le plan FABIUS va être appliqué... Ce n'est pas notre plan. Mais il est un acquis de la lutte puisque la discussion a lieu maintenant"... "Nous avons décidé de nous y engager. Nous assumons cette décision, comme les engagements de la Charte, car l'UC est engagée dans le FLNKS et l'on ne peut pas se dire de l'UC

et se désengager du FLNKS. Cet engagement nous a coûté cher, mais grâce à lui, nous avons fait avancer l'Histoire"...

MOBILISONS-NOUS POUR DONNER DES PIEDS A L'INDEPENDANCE

"Cette décision conduit aux élections. Je sais que cela pose des problèmes à certains. Le débat a eu lieu... maintenant nous nous mobilisons pour que la conquête de chaque région soit une manière de marquer notre marche sur le terrain"... "Nous avons le pouvoir de dire non, mais pas celui de dire nos institutions"... "La région est une étape dans la construction de l'IKS"... "L'indépendance n'a pas de pied : c'est une tête en marche.

Mais nous commençons à lui mettre des pieds. Nos frères morts nous interpellent pour ça..."

Après avoir rappelé les bienfaits du renoncement à l'alcool qui permet d'emmager un capital pour construire l'indépendance, Jean-Marie rappelle que la construction de l'indépendance suppose beaucoup de travail : économique (production) social (culture) et politique. A l'exemple du Vanuaku Pati : il faut organiser les sections de base, connaître nos adhérents, décompter les voix : c'est un outil de travail car la force du FLNKS, c'est d'abord la force de chacune des composantes : "on ne peut appeler que ceux que l'on connaît". Alors "organisons-nous pour récupérer le "trop perçu" colonial pour l'investir dans le développement de Kanaky".

ORGANISONS-NOUS

Chacun des trente comités locaux est alors invité à faire le compte-rendu de son organisation qui permet alors de dénombrer plus de 170 sections de base. Et chacun prend alors conscience en constatant que non seulement il y a plus de 8.000 adhérents, mais que les jeunes y sont nombreux, l'entente solide et l'expansion évidente. La vie est là !

D'ailleurs, on ne peut s'empêcher d'avoir le sentiment de fière assurance en voyant que les travaux avancent selon un ordre du jour rigoureux qui permet d'aller droit au

but, efficacement "parce qu'on a appris à travailler" depuis le passage de Pierre DECLERCQ.

Ce sentiment, on le ressentira vivement dans les réponses des délégués aux questions du comité de Lutte de Yaté : il n'est pas question de faire un parti unique; la Charte du FLNKS prévoit cette diversité fruit de l'histoire : elle est une richesse de méthodes, d'analyses, d'expériences, de force sur le terrain. Pas question de querelles car il n'y a pas de leader isolé ou à vie, mais des militants au service de l'objectif commun, des partis qui ont un même objectif et un même unique chef : la revendication de Kanaky.

UN TRAVAIL DE PREPARATION

L'après-midi est consacré aux travaux des délégués en commissions régionales : faire le point des chiffres électoraux ; étudier le profil des candidats à proposer, faire des propositions de noms.

La mise en commun atteste d'un travail préparatoire intensif et sérieux. Il y a une réelle harmonie des participants dans la perspective de Hienghène. Il y aura des listes uniques, et il est décidé de tout mettre en œuvre pour que chaque groupe de pression ait des candidats dans chaque région.

A LA CONQUETE DE NOUMEA

De nombreuses questions diverses permettent aux délégués de s'informer. Mais l'une d'elles reçoit une réponse novatrice, porteuse d'avenir : "Où faut-il encourager à inscrire les jeunes de Nouméa ?" A Nouméa, car dès maintenant, il faut mobiliser le maximum de militants pour conquérir la ville blanche !

Le prochain comité directeur est fixé au 3 août ; les dates du congrès annuel sont confirmées pour les 9, 10 et 11 novembre.

C'est au Commissaire Général Maurice LENORMAND qu'il revient de prononcer le discours de clôture qui se termine par une invitation "En avant !"

HIENGHÈNE



HALTE A LA REPRESSEON

Dans le cadre des enquêtes sur "l'affaire Georges", les gardes-mobiles ont intensifié ces derniers temps les interventions musclées dans les tribus de la région de Hienghène, soi-disant pour rechercher "les assassins en fuite" alors que ces opérations répétées ne visent manifestement qu'à emmerder les gens. Partant du principe de la "responsabilité collective", la flicaille perquisitionne et interroge à grande échelle et la justice coloniale reconnaîtra les siens. La meilleure pièce à conviction en matière d'investigation policière, c'est encore le profil du faciès, n'est-ce pas !

En tout cas, le niveau d'exaspération commence à monter sérieusement dans la région et la riposte s'organise. Ainsi les autorités coutumières de Wérap ont décidé de réinstaller des portails à l'entrée de la tribu pour signaler aux mobiles que l'accès leur en ait désormais interdit.

A l'initiative du Comité de Lutte FLNKS local, une réunion des chefs a été convoquée pour discuter des moyens à mettre en oeuvre pour s'opposer à cette campagne d'intimidation.

Radio Cocotier



UKEIWE

Il vient de faire faire son portrait à 14.000 exemplaires à Paris. Il se croit peut-être déjà Président de la République de Kanaky !

Il faudrait qu'il repose un peu les pieds sur terre car à force de se regarder le nombril, et sa propre tête en négatif noir et blanc, il va finir par attraper le "tournis", déjà qu'il ne sait pas bien où il en est.

Mais au fait, pourquoi 14.000 ?

EPARGNE

28 milliards CFP, une paille ! C'est le montant estimé des capitaux qui ont "fui" la N.C. depuis le début des événements : 14 milliards en direction de la France, 7 milliards à l'abri des cocotiers de Tahiti et enfin 7 autres milliards dans la Rhodésie australienne, le Queensland. Moralité : tout le monde n'est

pas pauvre chez nous, sinon ça se saurait.

CONDUITE

Il ne fait pas bon porter un nom trop "marqué" FLNKS lorsque vous êtes une gamine de 18 ans et qu'il vous prend l'envie de passer le permis de conduire : vous éviterez ainsi l'Inspecteur qui, après 3 tentatives malheureuses, finit par vous faire comprendre que, "de toute façon, vous étiez perdue d'avance !

ENVIRONNEMENT

Dans ce CES de Nouméa qui s'est illustré récemment pour une affaire "d'insécurité", il paraît qu'on institutionnalise le système des "classes ethniques" (les petits blancs ensemble, kanak et wallisiens à part) car ça garantirait le "bon niveau" de ceux qui ont eu le privilège de naître intelligents.

La perle de la semaine

Un professeur du CES MARIOTTI : "Par pitié, ne parlez pas de racisme dans tout cela, j'ai aussi dans mes classes des Mélanésiens en or massif." ("Nouvelles" du 13.07.85).

BONJOUR L'AMOUR

Souvenez-vous ! Rebelles, terroristes, voyous... Ce n'est pas vieux. Et voilà halte à la haine ! Frères en maçonnerie, en Dieu, ou en rien, appréciez l'humanisme de la formule. Mais grattez derrière la façade des mots et glissez votre regard derrière la vitre.

Avec un étonnement sincère, vous assisterez au baptême de la droite indépendantiste. Des horizons les plus variés, elle s'est composée un squelette. Saluez, Messieurs, non pas le courage tardif des nouveaux adeptes de l'indépendance, mais leur sens de l'opportunisme. A vaincre

sans péril, on préserve ses priviléges. Minorités, non kanak, retenez la leçon. Kanak, ne soyez pas dupes : halte à la haine, ce n'est pas bonjour l'amour, mais laissez faire, cela vous sert.

Billet

FLEUR DE CACTUS

Je suis la fleur aux mille feux d'argent. Mon esprit magique transforme tiges et pétales en une pluie de pépites d'or. Que vos roses soient blanches, jaunes ou noires, cueillez ses richesses, brave peuple, et venez avec moi au banquet de ma fortune.

Mais la fleur, aux voluptés généreuses, un certain 18 novembre se pétrifia. Depuis, son âme vagabonde dans des espaces d'apocalypse toutes épines griffantes et pétales fanées. Une tempête d'igames a éparpillé les roses et l'épopée inachevée des ancêtres souffle la fleur qui s'était enracinée dans la souffrance des vieux.

GAVROCHE

FETE DES ECOLES POPULAIRES KANAK DE

KEJENY-HNADRO

Le 6 juillet les C.d.L. de Kejeny-Hnadro ont organisé la fête de leurs écoles populaires.

Ces EPK regroupent 56 enfants (49 à Kejeny - 7 à Hnadro). Elles sont encadrées par une vingtaine d'animateurs dont 11 permanents. Les C.d.L. apportent une aide et un soutien efficace et constructif.

Le but de cette fête était triple :
 - pédagogique : placer les enfants dans la culture kanak, en position de réceptivité maximum pour assimilation des sons, gestes, couleurs, attitudes, rythmes kanak. Ce fut l'occasion d'apprendre du vocabulaire, des chants, des danses.
 - politique : faire connaître l'EPK, montrer qu'elles existent et qu'elles réussissent. Accentuer le rapport de force en notre faveur.
 - financier : alimenter notre caisse.

Pendant 15 jours, les EPK (enfants-animateurs) et les 2 C.d.L. ont préparé activement la fête. Des invitations ont été faites aux 18 EPK de Lifou, au BP, à la Municipalité par lettres, à tous les C.d.L. par voie d'affiches.

L'information a été donnée à toutes les réunions et AG du FLNKS. Voici comment s'est déroulée notre fête.

- 6 h : ouverture des stands
- 7 h 30 - 9 h 30 : réception des EPK et C.d.L. invités à l'EPK de Kejeny. Visite des locaux.
- 9 h 30 - 10 h : défilé de tous les enfants jusqu'à la Maison commune.
- 10 h - 11 h : accueil des invités par le C.d.L. de Kejeny-Hnadro (IKEP) - chant et danse des enfants.
- 11 h - 12 h : visite des expositions et des stands.
- 12 h - 13 h : Huti Hut.
- 13 h - 16 h : pour les enfants : jeux compétitifs entre EPK. Pour les personnes intéressées : débat sur l'EPK et son avenir.
- 16 h : rassemblement de tout le

monde pour le spectacle offert par les enfants de Kejeny-Hnadro.

- 17 h : Iahni du C.d.L.

Un film vidéo a été proposé ensuite pour clore la journée.



A l'occasion de cette fête qui a réuni 154 enfants de 7 EPK, nous avons pu apprécier les travaux, poèmes, textes, dessins, panneaux réalisés par les enfants. Tout cela était exposé à la Maison commune au milieu du mobilier fabriqué par le C.d.L. 1 pour l'EPK. Le C.d.L. avait sa propre exposition ; nous avons pu y admirer les travaux d'artisanat. Beaucoup d'objets ont été achetés par les visiteurs.

Tout a été très réussi car tous les militants du C.d.L. ont beaucoup travaillé. Le débat a prouvé la détermination des participants à poursuivre le travail de construction de l'EPK. Chacun a pu évaluer grâce à la fête, la qualité et le sérieux de ce qui est fait.

Au soir du samedi, après un rapide bilan, le C.d.L. de Kejeny-Hnadro a décidé de poursuivre la fête dimanche. Nous nous sommes retrouvés dans un grand esprit de chaleur autour des gâteaux, des ignames préparés par les jeunes et les femmes du

C.d.L. pendant que d'autres jeunes allaient accueillir le camarade Dické à Wanaham.

En avril, lorsque Mme HEURTEAUX est morte, pour calmer les enseignants de la droite réactionnaire, le Vice-Rectorat a publié un communiqué. Ce communiqué faisait plus de place à la demande de fermeture des EPK et aux licenciements de ses animateurs qu'aux problèmes de sécurité. Le Vice-Rectorat et la droite réactionnaire avaient fait la paix sur notre dos.

Nous disons à ces gens-là :

- occupez-vous de vos affaires
- travaillez d'abord à améliorer votre école qui en a bien besoin
- où en sont les réformes indispensables (rythme scolaire, réforme des structures de l'enseignement, formation, langues vernaculaires...)
- elles sont systématiquement sacrifiées sur l'autel des intérêts des petits bourgeois réactionnaires.

Nous leur conseillons de lire PIAGET, FREINET, NEILL et de procéder à l'analyse critique de leur travail.

Aujourd'hui, les déclarations officielles nous promettent des merveilles. Les promesses de 10 ans seront réalisées en 6 mois. Nous disons :

1. vous bougez parce que nous existons
2. nous ne vous croyons pas.

Jamais votre école coloniale ne deviendra une école populaire, une école au service du peuple et de l'épanouissement de l'enfant.

Vous voulez fermer les EPK. Venez le faire à Kejeny-Hnadro, nous vous attendons.

Quant à nous, nous voulons remercier tous ceux qui ont répondu à notre invitation. Merci pour la dame de Wé, merci pour les superbes panneaux, poèmes de Dueulu.

Vive l'EPK !

Vive les EPK et les C.d.L. de Kejeny-Hnadro !

La Lutte continue !

Les Comités de Lutte de Kejeny-Hnadro

LES MEFAITS DU GOUVERNEMENT UKEIWE

- Augmentation de tous les prix de consommation populaire,
- Projet de privatisation des services publics,
- Répression dans les écoles pour tout ce qui est kanak (élèves, surveillants, enseignants),
- Mainmise de la droite sur le service de santé.

Ce sont là quelques exemples significatifs de la "normalisation" vue par le gouvernement UKEIWE et de ses plus réactionnaires hommes de main (MARECAF, MILLIARD et FROGIER entre autres). Ces mesures ne sont pas un hasard, elles correspondent à une politique déterminée par les profiteurs de ce pays. Si jamais ils perdaient le pouvoir, (ils y pensent !) alors autant préserver dès maintenant quelques intérêts et commencer à purger les services publics de la "racaille kanak" comme ils disent.



Le gouvernement UKEIWE a une conviction profonde : c'est de maintenir coûte que coûte les intérêts de la bourgeoisie locale.

Lorsque FROGIER explique (sans rire) que son équipe a réussi à n'augmenter les prix que de 4,5% contre 9% à la même période du gouvernement TJIBAU, cela nous appelle à donner quelques explications :

- 1) L'inflation (c'est-à-dire l'augmentation des prix par rapport au pouvoir d'achat) n'est pas seule-

ment contrôlable et contrôlée par les gouvernements en place !

- 2) Durant la même période, les salaires étaient bloqués : donc les prix ont continué à augmenter de 4,5%, d'où perte sèche pour tous les travailleurs de 4,5%.

Lorsque l'on fait des comparaisons, il faut tout dire FROGIER, mais c'est vrai que votre gouvernement a tellement l'habitude de tromper les gens !



- 3) Dans le même temps, le chômage a considérablement augmenté, c'est-à-dire globalement la population s'est appauvrie. Et ce n'est pas dû au boycott économique du FLNKS ; c'est simplement dû à votre impossibilité de fournir du travail pour tous, votre système économique étant basé sur le profit maximum, c'est-à-dire l'exploitation de l'homme par l'homme.

Enfin, pour en conclure sur vos méfaits : que vous essayez par tous les moyens (avant votre future défaite) d'opprimer un peu plus les pauvres gens, sachez que les temps ont changé et que maintenant on ne baisse plus la tête ou les yeux devant le premier colonisateur venu.

Vous risquez de l'apprendre à vos dépens très bientôt !

POUEBO

Suite aux plaintes de MM. SOLEMITO et PENEL qui ont eu des armes volées chez eux, la gendarmerie a adressé un véritable ultimatum à la population de Pouébo et des tribus environnantes exigeant que tous les fusils en circulation soient rendus sous peine de "descentes" dans les tribus.

Déjà 6 camions de Mobiles sont en place et 3 autres viennent d'arriver en renfort. L'ultimatum devait expirer le mardi 16 juillet, mais les kanaks et les militants FLNKS n'ont pas l'intention de se laisser faire.

LIFOU

Nous avons appris à 12 heures que les responsables du FLNKS de Lifou avaient été convoqués à la gendarmerie nationale de Wé.

Nous sommes arrivés sur place vers 14 heures. Environ 150 à 200 militants du FLNKS étaient rassemblés en face de la gendarmerie depuis 7 h 30 du matin.

15 militants du FLNKS devaient passer en jugement pour les affaires du 18 novembre (séquestration de



DEMART) et le sabotage du magasin BALLANDE et du garage de Wedrumel.

Face aux militants, 3 camions de garde mobiles, armés, fusils lance-grenades chargés.

Tous les militants qui sont passés en jugement ont été relâchés sans condamnation sauf un à 17 h 30.

Ce qui a été déterminant, c'est la pression exercée par les militants du FLNKS, leur volonté de ne quitter la place que lorsque tous les militants jugés seraient libérés sans condition.

MAOHI NEI [TAHITI]: INTERVIEW

«Les Tahitiens de Nouvelle-Caledonie

Le mouvement indépendantiste Maohi, longtemps confiné dans les marges extra-parlementaires, semble enfin connaître un réel essor tant au niveau de Tahiti même qu'au niveau de la région du Pacifique Sud. S'il est de règle pour chaque politicien tahitien de se réclamer de l'héritage de POUVANAA A OOPA, véritable "père fondateur" du nationalisme tahitien, Oscar TEMARU, Maire de FAAA et Président du FLP (Front de Libération de la Polynésie) incarne sans doute le mieux aujourd'hui, pour ceux qui l'ont approché, l'âme rebelle et irréductible de ce peuple maohi qu'a si bien servi le vieux "metua". Le mouvement nationaliste maohi a certainement trouvé en Oscar TEMARU le dirigeant d'envergure qui lui manquait pour conduire un mouvement encore trop éclaté à l'unification.

Les 25 et 27 mai derniers, Oscar était présent à la tête d'une importante délégation du FLP au Congrès du FLNKS à Hienghène. Nos camarades se sont rendus par la suite à Nakéty se recueillir sur la tombe d'Eloi, avant de s'envoler pour le Vanuatu. Une délégation officielle du FLNKS, composée de Yeiwéné YEIWENE (Porte-parole et Ministre des Finances du Gouvernement de Kanaky), Louis UREGEI (Président de l'USTKE) et Marie-Françoise MACHORO s'est rendue dernièrement à Tahiti pour "rendre la politesse" et participer, à l'invitation d'Oscar, à une contre-manifestation organisée lors de l'ouverture du Festival des Arts, pour protester contre la décision de Gaston FLOSSE de faire du 29 juin, jour de deuil pour le peuple tahitien, une "fête de l'autonomie". A cette occasion, une stèle commémorant la mémoire des martyrs tahitiens tombés face aux colonisateurs, a été inaugurée par Oscar et le Conseil Municipal de FAAA, cérémonie à laquelle assistaient les représentants du FLNKS.

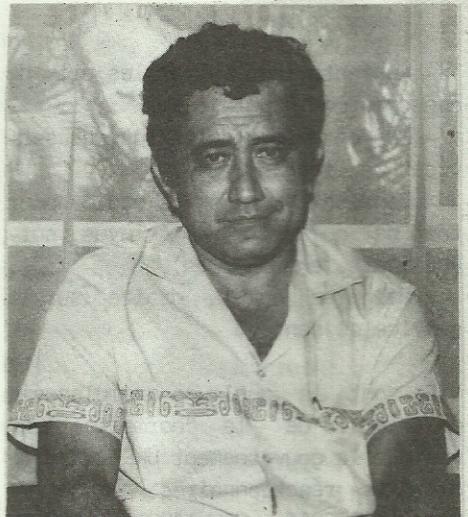
Le Président du FLP a bien voulu leur accorder une interview pour "BWENDANDO".

Question : Mr Oscar TEMARU, parlez-nous du mouvement indépendantiste tahitien, sa situation actuelle et les perspectives dans la vision du FLP.

Oscar TEMARU : Actuellement, il existe plusieurs mouvements indépendantistes en Polynésie, plus ou moins structurés. En ce qui concerne le FLP, ce parti a été créé en 1977 suite aux élections municipales, élections auxquelles nous avions participé. Nous avions à cette époque là, en face de nous un redoutable adversaire, en l'occurrence le député-maire de Faa de l'époque, M. Francis SANFORD. Nous avions obtenu un résultat très notable pour un parti venant tout juste d'être créé.

Le FLP milite pour l'indépendance de la Polynésie depuis cette date. Mais nous n'avons pas les moyens qu'il faut pour arriver à ce qu'on

pourrait appeler "un grand parti politique" et nous nous organisons en fonction de nos moyens qui sont faibles, notamment au niveau financier. Ce qui a été très dur au départ, c'est d'exposer, de parler de l'indépendance. C'est une idée qui était presque interdite. Lors des premières réunions que nous tenions presque secrètement chez moi ou au domicile d'un autre camarade, les agents des Renseignements Généraux étaient informés et venaient pour écouter. Débuts très difficiles, mais je pourrais dire que 8 ans après, nous avons "franchi le cap". Nous sommes en mesure de mieux nous structurer et nous poursuivons le travail d'information et d'éducation, de sensibilisation et de conscientisation, surtout dans le milieu tahitien. A l'époque, c'était dur parce qu'on parlait "d'autonomie



interne" qui se traduit en tahien par le mot "Tiamaraa", terme qui s'applique également pour traduire "indépendance". Nous ne disposons pas des "mass-médias" comme les grandes formations politiques et il est très difficile d'approcher autant de monde qu'elles peuvent le faire, même si avec l'arrivée des Socialistes au pouvoir il y a un petit changement. Il faut se contenter de ça. Dans l'organisation future du parti, nous devons mettre en place des structures appropriées, comme un journal du parti. Deux autres priorités sont d'autre part, de créer et de développer une structuration du parti en comités de bases un peu partout et d'autre part de parvenir enfin à réaliser l'unité du mouvement indépendantiste. Certains mouvements indépendantistes sont un peu "fantaisistes", d'autres plus sérieux, mais je pense qu'il ne faut exclure personne. Il faut essayer de se retrouver et laisser de côté tout ce qui peut nous unir. Voilà en perspective ce que recherche le Front de Libération de la Polynésie, et nous essayons de voir avec nos adhérents, habitants des îles, certaines proches, d'autres éloignées, comment créer un réseau économique avec ce qu'ils peuvent produire dans leurs îles, nous exporter ça sur Tahiti pour pouvoir le vendre sur le marché à prix moins cher que ce qui se fait chez le commerçant ou sur le marché de Papeete. Et beaucoup de travail d'information.

W D'OSCAR TEMARU

doivent lutter avec le Peuple Kanak »

Question : Merci Mr. TEMARU. Depuis l'inauguration du monument de Faa, on parle beaucoup de vous dans la presse locale, particulièrement pour minimiser votre action politique. D'après vous, qu'est-ce qui fait parler les gens et que représente ce monument pour vous et pour le peuple Maohi ?

Oscar : Pour parler de ce monument, lors de nos tournées dans le quartier, dans les districts ou dans les îles, nous commençons toujours par parler de l'histoire de notre pays. Et justement dans l'histoire de notre pays, on cite assez souvent le monument des anciens marins qui se trouve au cimetière de l'Uranie on sait très bien d'après l'histoire que nos ancêtres ont combattu les colonisateurs, et on trouve tout à fait anormal que nos ancêtres ne soient pas commémorés un jour comme ceux qui sont venus coloniser votre pays. Donc, c'est une idée qui a trainé depuis des années. Gaston FLOSSE lui-même, à l'époque où il

était maire de FAAA, avait trouvé indécent de participer à une semblable cérémonie à l'invitation du Gouverneur ANGELI pour les mêmes raisons, et avait parlé d'édifier un monument. Mais depuis 1972, ce monument n'existe toujours pas, et avec la décision du Conseil de Gouvernement d'organiser le Festival des Arts lors de la journée du 29 juin, nous avons soumis l'idée d'édifier une stèle au Conseil Municipal de FAAA qui, à l'unanimité a décidé de construire ce monument à FAAA pour rappeler la mémoire de nos anciens qui ont combattu les colonisateurs qui sont arrivés chez nous en 1844 et le 29 juin justement, pour nous, rappelle l'annexion de la Polynésie par la France. C'est une date qu'on ne pourra jamais fêter, que ça soit en Polynésie ou en Calédonie, ou alors dans les autres îles du Pacifique comme en Nouvelle Zélande par exemple où ils ont ce qu'ils appellent le "Waitangi Day", commémorant l'annexion de Aotearoa aux Britanniques le 6 février 1853. Pour nous, il ne peut être question de considérer cette date comme une journée

d'allégresse.

A cette occasion, le Conseil de Gouvernement a été très maladroite. Ce monument servira aux nouvelles générations qui étudient en ce moment l'histoire de France, Charlemagne et Clovis et ne connaissent pas l'histoire de leur pays.

C'est un symbole très important qui va rester là éternellement. Les jeunes qui passent devant le monument, s'arrêtent pour lire ce qui est écrit sur la plaque. Voilà le but recherché. Nos adversaires politiques ne sont pas d'accord avec cette initiative et, c'est tout à fait normal car on a toujours voulu cacher l'histoire de notre peuple, marginaliser les mouvements indépendantistes. S'il y a une réaction aussi virulente de nos adversaires, cela signifie que nous sommes sur le bon chemin.

Question : Avez-vous un message à adresser à la communauté tahitienne vivant en Kanaky ?

Oscar : Oui, pour la communauté tahitienne qui est en Kanaky, je pense qu'il est bon de rappeler qu'ils sont partis là-bas pour la plupart vers les années 1954-1955 et parmi eux, une grande partie de la population de FAAA. Ils sont partis là-bas avec simplement comme idée en tête, d'aller en N.C. pour la course au trésor, la ruée vers l'or; c'était pour gagner de l'argent. Mais personne, je n'ai jamais entendu personne parler du peuple kanak qui est le peuple légitime de Kanaky, parler des problèmes sociaux que cela pouvait créer.

Ensuite, une autre partie de travailleurs tahitiens, par familles entières, se sont installés en Calédonie, toujours pour gagner de l'argent. Actuellement, il y a un problème politique qui est posé, il y a un conflit social. C'est tout à fait normal. Donc, ce que je peux demander à la population tahitienne, c'est de faire un petit retour en arrière et de penser qu'en allant en N.C., ils ne sont pas dans une partie de la France, ils sont en Kanaky, et il y a un peuple légitime en Kanaky. Le tahitien de N.C. doit

comprendre que, comme nous ici, nous voyons des Français, des étrangers, le chinois ou l'américain arrivés chez nous, nous n'acceptons pas qu'ils se comportent ici comme des gens du pays. Ils sont étrangers, et nous les considérons comme étrangers. Je leur demande donc de comprendre le peuple kanak et de lutter avec lui pour sa souveraineté. Tel est le message que je voudrais leur apporter et par la suite, tout dépend de la lutte, du comportement, du travail, qu'ils auront fourni au sein du FLNKS pour la libération de ce peuple, pour qu'ils soient acceptés ensuite par le peuple kanak. S'il y a une décision sage qu'ils doivent prendre, c'est bien de militer avec les gens du FLNKS pour gagner l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Voilà ce qu'ils doivent faire, et non pas écouter les représentants politiques locaux tels M. FLOSSE et ses Ministres qui viennent en N.C. pour faire de la provocation, intimider les tahitiens pour leur dire : "Voilà, vous avez gagné l'argent ici et si jamais ce pays devient indépendant, on vous chassera d'ici". Ce n'est pas vrai, ce n'est pas dans l'esprit océanien. Nous sommes appelés un jour à pouvoir voyager, vivre dans le Pacifique avec un seul passeport, le passeport du Pacifique, mais pour arriver à cela, il faudrait que tous les pays du Pacifique soient indépendants.

Question : Pensez-vous venir en kanaky dans les prochains mois ?

Oscar : Avec plaisir. J'attends cette invitation et je crois qu'il est question d'organiser une réunion avec la communauté tahitienne de là-bas et je viendrais avec plaisir.

Question : Avez-vous un message à adresser aux responsables, aux militants du FLNKS ?

Oscar : Oui, le message que je voudrais adresser aux militants du FLNKS, c'est de maintenir l'Unité, continuer à lutter politiquement et continuer à lutter sur le terrain comme ils le font maintenant.

L'ECCHO DES CABANES

LA REPRESSION CONTINUE !

Lorsque les gardes mobiles sont "intervenus" à Saint-Louis, la semaine dernière, ils ont donné comme motif qu'ils venaient chercher du linge pour les jeunes qu'ils avaient coffrés la veille. C'est d'ailleurs pour bien le prouver qu'ils ont chaviré les tiroirs, les valises et le contenu des armoires... simple maladresse sans doute...

QUI MET LA PAGAILLE ?

Pas les gardes mobiles quand ils annoncent leur grand retour à "300" pour raser le village, mais le juge SEMUR puisqu'il est allé personnellement à Lifou pour inculper 22 militants qui avaient participé à la séquestration de DEMART. Il n'a pas dû comprendre ce que signifie "provocation", mais du moins grâce aux troubles qu'il a provoqués, il risque d'avoir encore quelques "terroristes" à inculper ! Ouf ! Il n'y aura pas de chômage au Camp Est ! Mais au fait, que sont devenus ceux qui avaient kidnappé le fils GUIART et son amie ? A quel titre exactement ont-ils été inculpés ?

JUSTICE EDUCATIVE

Il est vrai que le Camp Est doit disposer de moyens éducatifs privilégiés. Voilà pourquoi, dans l'affaire GOREA dont nous vous avons donné le verdict la semaine dernière, il y avait aussi un mineur inculpé.

Pour des raisons de procédure, il n'a pas été jugé et il doit passer devant le Tribunal pour enfants. Seulement voilà, le Tribunal pour enfants ne siège qu'une fois par mois. Alors cet enfant devra attendre la fin du mois pour être jugé.

Comme aujourd'hui, les camarades qui ont été condamnés ont fini de purger leur peine, ils ont été relâchés et ils sont en liberté. Mais le mineur, lui, devra rester encore en prison, au moins jusqu'à la fin du mois ; sa mise en liberté provisoire, au moins au titre de l'excuse de minorité, a été refusée.

Comme l'affaire a déjà été jugée pour les adultes, on a de la difficulté à croire que la prolongation de son séjour est indispensable à l'établissement de la vérité.

Alors, à moins de penser qu'un mineur peut avoir plus de responsabilité que les adultes, on doit conclure que le Camp Est est un lieu hautement éducatif dont la fréquentation profitera à cet enfant.

Au fait, quels sont ces "gauchistes" qui ont osé prouver par leurs études, que la vie carcérale contribuait à créer des délinquants... il me semble qu'un certain BADINTER a écrit quelque chose là-dessus... il y a plusieurs années bien sûr.

LA VERITE PROGRESSE

Nous vous avons expliqué comment dans l'affaire de la tuerie de Hienghène une plainte avait été déposée contre les époux GARNIER pour "non-dénunciation et "non assistance à personne en danger." Rassurez-vous : ils vont bien et n'ont pas été inculpés. Mais fort de ce précédent, le juge d'instruction a inculpé MOEAOU (gros plan des Nouvelles à l'appui) pour "non-dénunciation"... car il avait cherché à séparer les bagarreurs dans la triste affaire GEORGES.

Enfin, dans l'affaire des explosions de Do Kamo, du Palais de justice et du voi-

lier KOLHER, pas un souffle de progrès. La police a trouvé un pigeon : TRICARD.

On a évité de rappeler qu'il était membre fondateur du Front National... que voulez-vous, il faut bien garder des armes pour contenir LE PEN quand il arrivera.

Mais rassurez-vous, la police est active. Ce n'est qu'exceptionnel si elle se trompe de quartier quand elle va perquisitionner chez un suspect de Logicoop... "Coucou, c'est moi, il paraît que vous me cherchez ! Je n'ai (plus) rien à cacher !"

Il n'y a pas de fuite dans un corps intact. La preuve, c'est qu'on trouve des coupables !

DANGER DE MORT****

Une main arrachée. Le thorax brûlé. Le sternum enfoncé. Le cœur éclaté par la déflagration. Antonin MAPERI n'avait que 19 ans.

Réfléchissons un instant : Tiendanite, Camp des sapins à Thio, les bateaux de Polypêche, la poste de Nouméa, le lycée La Pérouse, Do Kamo, le Palais de justice, le voilier Sarah-Marie, le car de Poidimie, le Pub FOCH... La liste s'allonge. Non seulement celle des explosions, mais celle des victimes. Seule constante : les artificiers sont des militants d'extrême droite. Il y en a encore d'autres en liberté et ils ont des stocks.

Nul ne sait encore ce qui est arrivé à Antonin, mais une chose est sûre : méfiez-vous de tout colis ou objet suspect. Les pièges sont là, imprévisibles. Apprenez-le à vos enfants et ne relâchez pas la vigilance de la sécurité.

TRIBUNE LIBRE

LA TROMPERIE COMME DEVISE

C'est bien connu : ce qui fait la renommée d'un produit, c'est sa marque, son nom.

On ne compte plus les marques d'aliments, de machines diverses ou de véhicules qui se sont imposées dans les esprits comme étant synonyme de produit de qualité.

Il n'est pas étonnant dès lors que la bourgeoisie française fut tentée de récupérer un terme aussi porteur de mythes que celui de "Socialisme".

En 1971, un groupe de politiciens opportunistes décide de créer le Parti Socialiste autour d'un leader bien connu pour ses idées réactionnaires envers le problème algérien. Lorsqu'il était Ministre de l'Intérieur sous la IV^e République.

DECUS DU SOCIALISME OU DECUS DU P.S.?

En 1985, nous connaissons le parcours réalisé par le PS qui fut l'espérance de nombreux français maintenu qualifiés de "décus du socialisme".

En fait, la plupart ne sont pas décus du socialisme, mais décus du PS car comme en matière commerciale, il arrive qu'on soit trompé sur la marchandise, celle-ci se révélant une pâle imitation, une publicité mensongère voire une escroquerie.

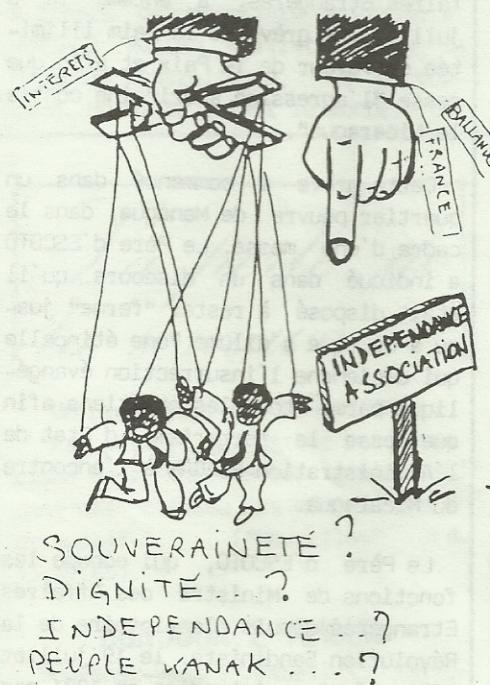
Mais après tout l'arbre ne tombe-t-il pas du côté où il penche ? L'Etat Major du PS étant largement composé de bons bourgeois au réformisme mou, il fallait s'attendre au glissement à droite que l'on a constaté.

Et "si l'habit ne fait pas le moine", le sigle ne fait pas le socialiste.

En ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, nous sommes contraints de remarquer qu'entre les discours antérieurs à mai 1981 et la pratique mise en application depuis, il existe un... (fossé relevant de l'euphémisme) véritable abîme.

Après certaines réformes, qui, par définition n'avaient rien de révolutionnaires, le gouvernement s'est cantonné dans l'attentisme, bénéficiant d'un "état de grâce" consécutif au fait que MITTERAND était la personnification de l'indépendance pour bon nombre de militants du FI.

Cependant, l'effet s'est dissipé au point de mettre à jour la véritable politique calédonienne du gouvernement qui devait enlever son masque socialiste (répression, promesses non tenues, compromis avec la



droite coloniale la plus raciste...)

Il est toutefois curieux qu'il existe encore des gens, y compris au FLNKS et c'est plus grave, qui s'imaginent que le gouvernement souhaite sincèrement l'indépendance du peuple kanak mais qu'il ne peut la donner...

Faut-il y voir une extrême naïveté ou une véritable incompréhension politique, ou plus vraisemblablement la conjonction des deux...? Ainsi, parmi d'autres éléments, il convient de remarquer une coïncidence étonnante.

Au moment où le FLNKS fait savoir qu'il est inquiet et mécontent des ambiguïtés de la politique française (notamment lorsque WIBAUX rencontre un leader du Front National à Tontouta alors qu'il n'a pas encore reçu le FLNKS), le Secrétaire d'Etat aux DOM TOM LEMOINE déclare à l'Ile de la Réunion que le Ministère de Nouvelle-Calédonie créé dernièrement, n'était en fait qu'un "Ministère de crise" qui allait disparaître prochainement, à savoir dès que les ordonnances seront prises.

LA NORMALISATION A PETITS PAS

Ce Ministère "éphémère" aura donc permis au gouvernement, d'une part de balancer PISANI et, d'autre part de faire croire au FLNKS qu'une telle création signifiait, "conduire la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance.

FABIUS s'affirme comme le grand décideur de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie et il entend visiblement donner au futur statut une portée inférieure à celle envisagée à l'origine. Belle manœuvre du gouvernement qui est parvenu, au moins pour le moment, à "normaliser" la situation en n'hésitant pas à jouer le grand jeu - (de l'assassinat de MACHORO, à la base stratégique en passant par le Ministère bidon et la venue d'un diplomate de carrière comme Haussaire).

Bien que la stabilité demeure fragile, la politique gouvernementale vise, en soufflant le chaud et le froid, à reprendre complètement l'initiative à l'encontre du FLNKS. On pourrait donc penser que le FLNKS s'est effectivement fait "rouler dans la farine" pour reprendre l'expression de son porte parole.

Si tous les chemins mènent à Rome, il est hautement improbable que la voie du plan FABIUS conduise à L'IKS.

Alors que la pression internationale s'intensifie pour que la France décolonise la Nouvelle-Calédonie et que les élections législatives approchent, plus que jamais la lutte doit continuer !

Bernard CASTRO

AFRIQUE

La conférence internationale des femmes vient de s'ouvrir à Nairobi, la capitale du Kenya. Plusieurs milliers de femmes venant en majorité des pays du Tiers-Monde, vont débattre des problèmes des femmes dans le monde et dresser le bilan de la Décennie des Nations Unies pour la Femme (1979-1985) et réfléchir ensemble aux moyens de promouvoir leurs droits : le Forum 85 des organisations non gouvernementales précède la conférence intergouvernementale de l'ONU qui sera consacrée aux mêmes thèmes.

Plusieurs délégations comptent bien mettre à profit leur présence à cette tribune de Nairobi pour parler des luttes de libération dans leur pays et du rôle spécifique des femmes dans ces mouvements. D'ores et déjà, la délégation de l'Union des Femmes Palestinienne a lancé un appel à toutes les délégations présentes à la Conférence pour qu'elles "protestent contre le refus d'Israël de permettre à des femmes palestiniennes de Cisjordanie de participer à cette Conférence."



Suzanne OUNEI, déléguée du FLNKS en Nouvelle-Zélande, représentera les femmes kanak à la Conférence de Nairobi.

AMERIQUE LATINE



NICARAGUA : Le Père Miguel d'ESCOTO, Ministre nicaraguayen des Affaires Etrangères, a entamé le 8 juillet une grève de la faim illimitée en faveur de la Paix et afin que cesse "l'agression américaine contre le Nicaragua".

Cette grève a commencé dans un quartier pauvre de Managua, dans le cadre d'une messe. Le Père d'ESCOTO a indiqué dans un discours qu'il était disposé à rester "ferme" jusqu'à ce que s'allume "une étincelle qui déclenche l'insurrection évangélique parmi tous les chrétiens afin que cesse le terrorisme d'Etat de l'Administration REAGAN à l'encontre du Nicaragua.

Le Père d'ESCOTO, qui occupe les fonctions de Ministre des Affaires Etrangères depuis la victoire de la Révolution Sandiniste, le 19 juillet 1979, s'est vu interdire en 1981 par le Vatican, d'exercer son sacerdoce, ainsi que trois autres prêtres occupant des fonctions au sein du gouvernement. Ce qui n'a pas empêché le Père d'ESCOTO d'inviter le Pape Jean-Paul II, la hiérarchie catholique et les dirigeants religieux du Nicaragua et du Monde à se joindre à lui dans "ce geste de prière prophétique".

Par ailleurs, le Ministère nicaraguayen de la Défense a indiqué dans un communiqué que 32 "Contras" (guérilleros contre révolutionnaires

armés par la CIA) de la Force Démocratique Nicaraguayenne (FDN) ont été tués dans des accrochages récents avec l'armée régulière du Nicaragua, au Nord du Pays.



Fidel CASTRO

CUBA : Le Président cubain Fidel CASTRO a accusé Ronald REAGAN d'être "le plus grand menteur qu'il y ait jamais eu à la présidence des Etats-Unis" et "le plus grand terroriste de l'histoire". Il a ajouté que le président américain avait "des idées de l'époque de Buffalo Bill".

Cette diatribe contre REAGAN venait en réponse à un discours prononcé par ce dernier à Washington, discours dans lequel il accusait Cuba de faire partie, avec l'Iran, la Libye, la Corée du Nord et le Nicaragua, d'une "Confédération d'Etats terroristes".

LE PACIFIQUE DEVIENDRA-T-IL UNE POUBELLE NUCLEAIRE ?

En septembre 1985, tous les pays membres de la Convention de Londres, (convention sur les Immersions tenue à Londres en 1983), doivent se réunir pour procéder au vote pour ou contre les Immersions nucléaires dans le Pacifique.

Le Japon s'attend à recevoir l'accord de la Convention et pourrait commencer à immerger ses déchets nucléaires vers la fin de 1985, selon la déclaration du 14 août 1984 d'un membre de l'Agence scientifique japonaise responsable des immersions.

Les japonais ont déjà choisi un site entre les Iles Mariannes Nord et l'extrême Sud des Iles japonaises, où ils projettent d'immerger annuellement 1 à 2 millions de fûts de déchets radio-actifs contenant 100.000 curies de rayonnement (1 curie représente la radioactivité totale de 3 tonnes d'uranium).

Les puissances nucléaires feront tout leur possible pour que l'étude scientifique demandée par la Convention de Londres aboutisse à des conclusions favorisant la voie aux immersions nucléaires. Elles attendent que le Japon franchisse le premier pas pour développer leur propre programme d'immersion.

L'immersion dans l'océan est une solution séduisante pour les puissances nucléaires car elle est peu coûteuse, irréversible et elle évite la forte résistance des citoyens si les gouvernements essayaient de stocker en permanence les déchets sur leur propre territoire.

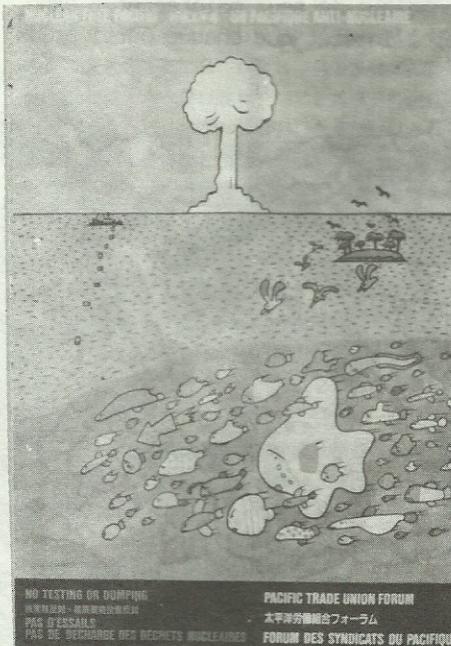
En choisissant l'Océan Pacifique pour les puissances nucléaires, l'opposition des habitants des îles n'est pas un gros problème, car elles se proposent de leur offrir une importante aide économique pour anesthésier l'angoisse régionale suscitée par la perspective d'une irradiation permanente.

Le FLNKS s'est prononcé pour un Pacifique Sud dénucléarisé. Il appuiera toute campagne dans ce sens. Il souhaite qu'une nouvelle Conférence pour un Pacifique dénucléarisé se réunisse pour faire aboutir le projet de Traité élaboré en 1975 réalisant une zone dénucléarisée dans le Pacifique Sud comme l'a souhaitée la Résolution adoptée le 11 décembre 1975 par 110 voix contre 0 et 20 abstentions à l'Assemblée Générale des Nations Unies.

C'est ce dont bénéficie l'Amérique du Sud par le Traité de Tlatelolco de 1967 qui couvre 22 pays de l'Amérique Latine.

Ne laissons pas nos îles être les proies et les victimes du "colonialisme nucléaire" comme l'a appelé Barak Sopé, ambassadeur du Vanuatu lorsqu'il a déclaré :

"dans le passé, les colonisateurs avaient besoin de notre travail : c'est pourquoi ils nous "kidnappaient". Puis ils eurent besoin de nos terres, c'est pourquoi ils nous les volèrent pour y installer leurs plantations. Maintenant, ils ont besoin de notre mer pour y immerger leurs déchets nucléaires et faire circuler leurs sous-marins."



Les données passent, mais il y a toujours un nouveau colonialisme qui apparaît et contre lequel les peuples qu'il choisit comme cobayes pour l'holocauste, doivent faire face.



AUSTRALIE : Selon Mr Bill HAYDEN, Ministre Australien des Affaires Etrangères, la Chine et l'Australie se rencontreront les 25 et 26 juillet prochain à Canberra pour évoquer les problèmes du désarmement.

Les représentants des 2 pays discuteront notamment d'un traité détaillé visant à interdire les essais nucléaires, a précisé Mr Bill HAYDEN. Ils évoqueront également la question d'une zone dénucléarisée dans le Pacifique Sud et de la non-prolifération nucléaire, selon le Ministre australien.

La délégation chinoise sera conduite par le Vice-Ministre des Affaires Etrangères, M. Qian QICHEN, a ajouté Mr. HAYDEN.

Le Ministre australien a souligné que ces entretiens, s'inscrivaient dans le cadre des efforts déployés par son gouvernement pour inciter les autres nations à discuter des problèmes de la Paix et du Désarmement.

VIETNAM : Dans une interview à l'hebdomadaire américain "Time", le Ministre Vietnamien des Affaires Etrangères a déclaré que le gouvernement vietnamien est prêt à négocier le retrait de ces troupes du Cambodge à condition que la Chine cesse d'apporter son soutien aux rebelles Khmers Rouges. Le Ministre Vietnamien suggère en outre que le Président Cambodgien Heng SAMRIN, soutenu par Hanoi, et le Prince Norodom SIHANOUK, ancien Chef de l'Etat Cambodgien, négocient une forme de partage de pouvoir comme processus de transition.

LE SYNDROME VANUATU

En visite au Vanuatu, un de nos militants a rencontré un jeune Kanak de la région de Koné, marié à une Vanuatane, et travaillant depuis 15 ans dans ce pays. Après une longue

discussion sur les problèmes de l'Indépendance de kanaky, il a accepté que BWENANDO publie ces quelques extraits d'une lettre qu'il a écrit à son frère dernièrement.

En ce qui concerne la politique de la Nouvelle-Calédonie, il faut dire que je suis parfaitement au courant des faits importants. Mais pas sur les petits détails bien sûr. La radio ne quitte jamais mes oreilles aux heures des nouvelles. Vanuatu, Australie et Nouméa me nourrissaient jusqu'à ce jour. Donc, sur cette politique très importante, ta lettre me montre vraiment ta position comme tu as deviné. Dans cette situation politique, tu es en même temps acteur et spectateur des faits. A cause de cela, tu ne peux pas avoir la mémoire tranquille puisque tu vises un but, et ce but est à atteindre quoiqu'il arrive. Moi, qui suis ton petit frère, je veux t'exposer mes idées. Ces idées sont celles d'un homme qui est spectateur. Lorsque tu liras les lignes qui suivent, tu te rappeleras que je ne fais que partager les idées que j'ai. Je ne fais que faire avec simplicité de coeur et beaucoup d'attention ce que tu sauras dans les lignes qui suivent.

Lors de mon dernier voyage à Pindah, j'avais dit que je préfère être le seul prisonnier GOROHOUNA pour l'intérêt de la France. Lorsque ce pays portait encore le nom "Nouvelles Hébrides", j'étais partisan d'un parti politique appelé F.M.P. (FREN MELANESIEN PATI-PARTI DES AMIS MELANESIENS). Nous avons voulu que la France développe mieux le pays avant que vienne l'indépendance. Cette simple raison m'a fait passer de mauvais quarts d'heure en prison. Tu peux déjà deviner pourquoi je parle ainsi. Pour la politique de chez nous, j'ai déjà bien compris les ruses d'un parti manipulé par des européens. C'est bien dans ces partis là que j'ai vu au Vanuatu comment s'étendaient leurs actions. Je suis là avec eux et les ruses qu'ils utilisent ici, sont pareilles que celles actuellement en fonction chez nous.

En 1981, à Port-Vila et autour d'une table, en prenant un peu de bière avant le repas, MACHORO Eloi et moi avons discuté très longuement

sur sa politique. C'est à partir de là que je découvre autre chose de ce que j'avais bénéficié des partis majoritaires blancs. Si, actuellement, il est mort assassiné, je connais les raisons et la politique qu'il entend mener. De lui, j'ai gardé un bon souvenir.

En visite à Tanna en 1982 et lors de son cocktail, le premier ministre de Vanuatu m'a parlé de l'indépendance et de ses avantages. Pour ce qui est de la politique calédonienne, il m'a parlé de ses difficultés pour son accession à l'indépendance. Il m'a parlé de la Calédonie au niveau international, régional, local et de ses relations avec Vanuatu.

Après ces entretiens avec Eloi MACHORO et du premier ministre du Vanuatu, sans parler des autres leaders Calédoniens et Vanuatuans, je fais une analyse entre une politique dite mélanésienne et celle dite européenne. Cette dernière, j'étais partisan avant l'accession du Vanuatu à l'indépendance. Donc, les tactiques de cette politique, j'ai vécu. J'étais acteur et spectateur. Je pense que je peux maintenant t'exposer l'intérêt que chaque parti poli-

tique combatte pour. Je tirerai ma conclusion et tu en feras de même.

En premier temps, la politique du RPCR que je placerai ici comme celle des européens puisque les cerveaux ne sont que des blancs et que l'intérêt est pour uniquement les blancs. Je ne tiendrais pas compte des tâches noires qui sont l'intérieur. Je veux dire des noirs qui sont partisans de ce mouvement. J'étais l'un de ces noirs avant l'indépendance de Vanuatu.

Voici ma conclusion : les blancs sont obligés de crier puisqu'ils n'ont plus d'espérance ailleurs. Il faut les comprendre. Les kanak sont obligés d'être violents à cause de l'inégalité et de l'injustice. Il faut les comprendre. La seule issue de ce grand problème, il faut que les blancs et les noirs se comprennent et s'acceptent et fassent régner la paix en supprimant l'injustice et l'inégalité.

Soit dans une indépendance avec association, soit dans une très large autonomie. Chose que les blancs n'accepteront pas ou accepteront avec force.

Donc, si les blancs continuent de faire semblant d'ignorer la réalité, les noirs continueront de lutter. Si 1985 n'arrive pas à résoudre ces problèmes, alors quel sera l'avenir de nos enfants puisque cet esprit vivra en eux. Leur sang coulera et ils n'auront que l'image d'ATAI, du Chef DOUI et d'Eloi MACHORO.



LAMENTATIONS SUR LA MORT D'UN FRÈRE

J'ai su ton nom,
Mais ton souffle a disparu à jamais;
o mon frère, pleure mon cœur.

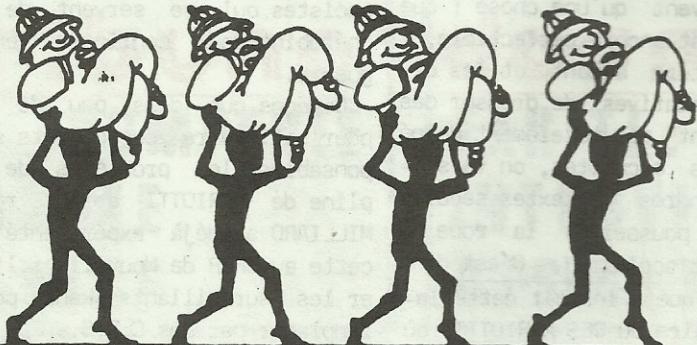
Le jour du 8 mai 1945,
date à laquelle le sang de nos pères et de nos grand'pères au champ de bataille;
ils étaient en grand nombre disparus à jamais;
plus jamais, ils mangeraient l'igname nouvelle;
la tristesse, la douleur, il en est ainsi l'existence de ceux qui ne verront plus le retour de leurs enfants;
nos pères et nos grand'pères combattirent au côté de la France
pour la LIBERTE contre le Fascisme;
mais la France, atteinte d'amnésie ne se souvenait plus, depuis le 8 mai 1945 l'aide que lui avait apportée le peuple kanak;
car ceux qui nous avaient volé nos terres, nous méprisent encore aujourd'hui;
au goût saumâtre et toujours amer, ainsi est le lot que nous réserve aujourd'hui encore la colonisation.

Aujourd'hui, le 8 mai 1985,
o mon frère, tu as raison de te révolter contre l'humanité des colonisateurs;
aujourd'hui, 8 mai 1985,
l'ennemi a commis l'abominable et semé la terreur dans nos foyers en chantant la Marseillaise;

o mon frère, ceux qui ont commis l'abominable récolteront l'abominable;
o mon frère, j'ai su que nous sommes du même pays, mais tu as disparu, emporté par les ténèbres de la mort vers le pays inconnu des Vivants;
o mon frère, mes yeux de vivants ne te verront plus, englouti dans les entrailles du sol de nos aieux;
mais, toi, invisible mais



présent comme l'air ambiant, tu me voies; o mon frère, le son de ta voix s'est tu; mais au plus profond de moi, je te réserve une place; o mon frère, pleurs et souffrance en mon âme; malgré l'épais écran qui nous sépare, je te promets devant les hommes que le jour de la grande récolte, je t'offrirai la plus belle part de l'igname.

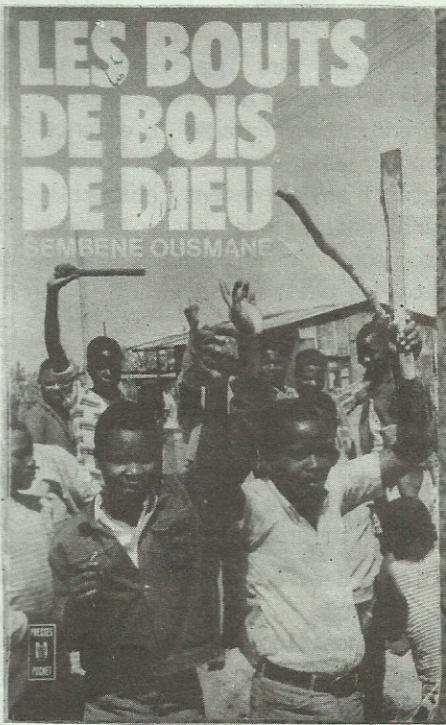


Livres

LES BOUTS DE BOIS DE DIEU de Sembene OUSMANE (Ed. Presses Pocket)

Ecrit il y a une dizaine d'années, ce roman d'un grand auteur africain s'est inspiré d'une histoire véridique qui s'est déroulée en Afrique vers les années 50. C'est l'histoire des cheminots en grève de la ligne de chemin de fer "Dakar-Niger", l'histoire des ouvriers nègres qui, entre eux, s'appellent les "Bouts de Bois de Dieu".

Tant que dure la grève, ils ont peur, peur du long silence des machines. Ils veulent conserver les traditions, les lois du clan, les coutumes, mais le progrès - implacable - les pousse loin de chez eux, loin des leurs, loin d'eux-mêmes et les jette brutalement dans un nouveau monde.



KANAKY

Kanak
Aimes-tu ton peuple ?
Ne le renies-tu pas ?
Accours-tu à son appel ?
Kanaky
Y crois-tu ?

Mwanenga

C.E.S. MARIOTTI

UNE PEDAGOGIE DE LA HAINE

"Dis-moi où t'habites, je t'indiquerais le collège qui te convient" : telle est la devise qu'on pourrait inscrire sur le fronton de certains établissements scolaires de Nouméa, en particulier ceux qui sont situés dans les quartiers "biens" de la ville. C'est le cas du CES MARIOTTI.

L'accès de fièvre que vient de connaître ce CES nous éclaire opportunément sur les méthodes administratives et pédagogiques en cours dans ces établissements scolaires où on a institué des systèmes de filtrage très subtils, destinés à limiter le nombre d'élèves venus des quartiers de la périphérie, ceci afin d'éviter qu'un trop grand pourcentage d'enfants kanak ou wallisiens ne vienne "affecter l'environnement culturel" des pensionnaires de ces collèges, et qui sont dans leur grande majorité des petits blancs.

Courant 1984, l'Association des parents d'élèves du CES MARIOTTI souhaitait déjà empêcher les jeunes des écoles de Pierre LENQUETE et de MONTRAVEL de venir dans "leur collège" au motif que... le trajet était trop long et pouvait porter préjudice à leur scolarité.

Cette proposition n'a semble-t-il pas abouti, mais un parent d'élève moins réactionnaire s'est cependant inquiété à la rentrée dernière de la composition pour le moins étrange des classes.

Il fut en effet surpris de remarquer que toutes les premières classes étaient "blanches" et les dernières essentiellement "noires". Visiblement, cette pratique n'est pas due au seul hasard, et le Proviseur était par ailleurs dans l'incapacité de fournir des informations concernant les critères de sélection à l'entrée de MARIOTTI.

Il apparaît en fait que la Direction et l'Association des parents d'élèves s'efforcent d'organiser une ségrégation raciale sous prétexte d'avoir des classes plus "homogènes". A peine dissimulé, l'aspect raciste des mesures consiste ni plus ni moins qu'à écarter les Kanak du Collège ; on s'imagine dur comme fer que la promiscuité des petits kanak et des petits blancs rabaisse le niveau général... des petits blancs. C'est simple : foutez un Kanak dans une classe et vous verrez le taux d'indiscipline augmenter et le niveau scolaire baisser en conséquence, car la bêtise c'est contagieux.

Ces parents d'élèves qui n'hésiteraient pas une seconde à défiler en ville pour défendre la cause de la "Calédonie multiraciale", préfèrent tout de même voir leurs enfants étudier dans des classes séparées, car si dans les foules de rues, on peut mélanger les genres, à l'école on ne doit pas se croiser. L'école n'est pas seulement l'institution de base où l'on apprend aux enfants à lire, écrire et compter, c'est aussi le lieu de conditionnement idéologique de structuration mentale des gamins aux normes sociales dominantes. En situation coloniale, le lycée joue le rôle d'un formidable centre de triage, notamment à la sortie de la 3ème. La masse des bons (essentiellement d'origine européenne et aisée) dans le cycle normal et la masse des mauvais, le rebus kanak et wallisien, dans les voies de garage. Le pourcentage de kanak (10%) qui arrivent à passer à travers les mailles du filet jusqu'au Bac ne prouvent qu'une chose : que le système est encore perfectible.

La conjoncture aidant et les différentes tentatives de dresser des quotas n'ayant pas totalement donné les résultats escomptés, on va saisir les moindres prétextes sécuritaires pour pousser à la roue du "cantonnement scolaire". C'est dans ce contexte que s'inscrit cette lamentable affaire du CES MARIOTTI, où

on a délibérément grossi (avec la complicité des Nouvelles comme d'habitude) une banale affaire de bousculade en affaire de viol, sur fond de drogue et de climat préinsurrectionnel, à dessein de créer un électrochoc pour convaincre l'opinion de la nécessité de mesures préventives... et radicales. Le plus désolant dans cette affaire, c'est que les élèves ne sont pas en reste dans cette campagne de purification.

"On veut moins de kanak, plus de surveillants, plus de répression, plus de discipline".

Voici en résumé, les revendications des gentils élèves du CES MARIOTTI, dictées, n'en doutons pas, par des parents très respectables.

"Il paraît même qu'il y aurait des problèmes de racisme au lycée" s'indigne "les Nouvelles" qui, par ailleurs, nous convie à penser au fil des lignes, que ce sont des kanak qui violent les petites filles et se défoncent à la colle.

Que l'on puisse accuser des enfants d'un viol qu'ils n'ont jamais commis, il faut avoir mauvais esprit comme nous pour trouver cela ignoble. Quand en plus, ces accusés sont des kanak, il faut avoir notre imagination maladive pour parler de manipulation. Et être complètement paranoïaque, si les velleités de discipline et de fermeté nous font trembler pour les quelques têtes frisées qui ont eu l'audace de fréquenter une école de blancs.

La manœuvre est habile : derrière des petites marionnettes bien dociles qui débitent une chanson bien apprise, se cachent des parents bien racistes qui se servent de leurs chérubins pour continuer leur guerre.

Gagéons que dans peu de temps, pour satisfaire ces parents si responsables, les problèmes de discipline de MARIOTTI seront résolus. MILLIARD a déjà expérimenté la recette au CFPR de Nouville : licencier les surveillants kanak pour les remplacer par des C.R.S.